

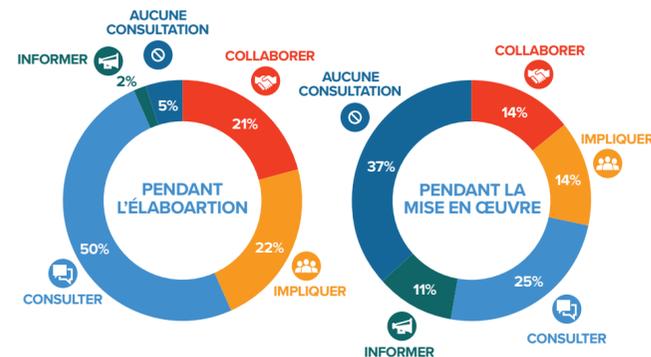
Augmenter le niveau du processus Meilleure participation des citoyens

L'influence du public augmente - encore faible lors de la mise en œuvre

La norme du PGO est d'au moins « impliquer » le public lors du développement du plan d'action; cette norme est respectée par 43% des pays (contre 35% en 2015), tel qu'évalué par le MEI. Pendant la mise en œuvre, le niveau minimum attendu est que le public soit au moins

« informé » (un seuil inférieur), ce que 63% des pays rencontrent (contre 61%). Pourtant, plus d'un tiers des pays ne satisfont pas encore à cette exigence relativement facile, ne fournissant aucun moyen de participation citoyenne au cours de la mise en œuvre.

Niveau de mobilisation de la société civile



HABILITER
le gouvernement et la société civile prennent des décisions conjointes

COLLABORER
le gouvernement sollicite votre avis et innovation en élaborant des solutions et incorpore dans la mesure du possible vos commentaires et propositions dans les décisions

IMPLIQUER
le gouvernement travaille avec vous afin d'assurer que vos intérêts et vos aspirations sont reflétés dans les options et il vous informe de la façon dont les consultations publiques ont influencé la décision

CONSULTER
le gouvernement vous tient au courant, écoute vos aspirations, et vous informe de la façon dont les consultations publiques ont influencé la décision

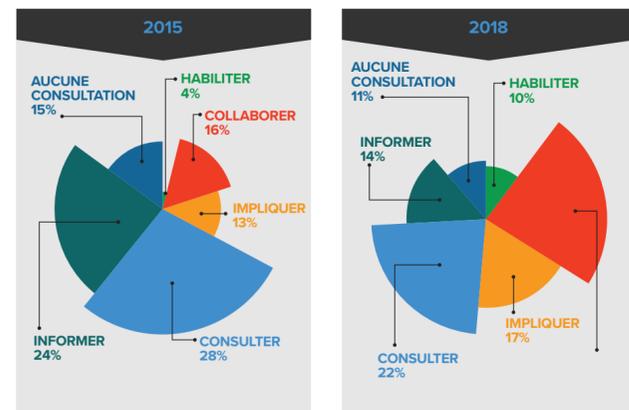
INFORMER
le gouvernement vous tient informé(e)

AUCUNE CONSULTATION
le gouvernement n'informe ni ne consulte la société civile

La société civile se sent plus engagée

Il est intéressant de noter que les points de vue des répondants de la société civile quant à la mesure dans laquelle ils se sentent impliqués dans le processus de co-création se sont nettement améliorés. La proportion de ceux qui déclarent être engagés au niveau « habilitier », « collaborer » ou « impliquer » a augmenté de 17 points de pourcentage, tandis que les rapports de non-consultation sont encore moins fréquents qu'auparavant.

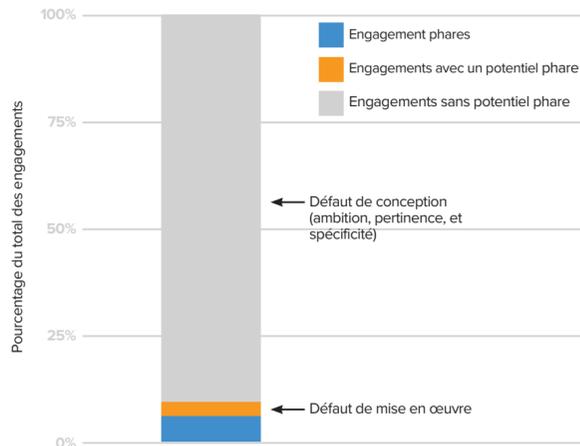
Pour aider à accroître la qualité et l'ampleur de la co-création, le PGO a créé de nouveaux services de soutien et lancé un [fonds fiduciaire](#) qui fournit des subventions pour améliorer la co-création.



Améliorer l'ambition et l'achèvement Viser plus haut

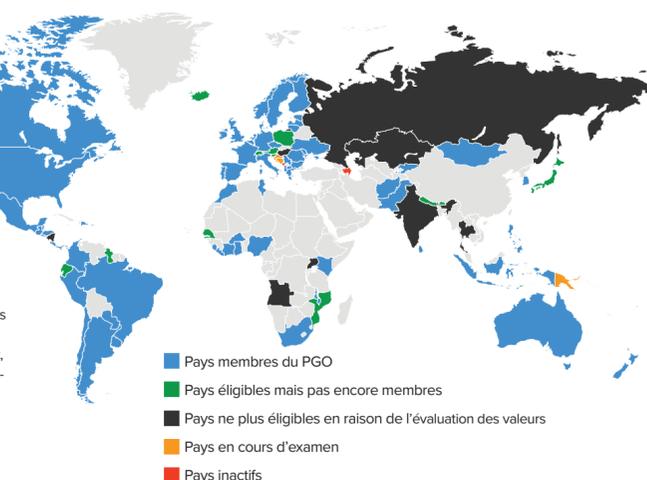
Plus d'engagements sont en voie d'être achevés, mais « l'ambition » en limite l'effet

Le PGO juge que les engagements sont « phares » lorsqu'ils sont vérifiables, pertinents pour un gouvernement ouvert, qu'ils expriment clairement leur impact et qu'ils sont en voie d'être achevés de manière crédible. De tous les engagements évalués par le MEI, seulement 7% sont « phares ». Le plan d'action moyen compte désormais 1,2 étoile (par rapport 0,8), avec 74% des pays ayant au moins une étoile. 55% de tous les engagements évalués ont atteint un taux d'achèvement substantiel ou ont été achevés (par rapport à 49%). Pourquoi n'avons-nous pas atteint l'objectif de deux étoiles par plan d'action? De multiples raisons expliquent ce fait, mais la plus fondamentale est qu'il n'y a pas assez d'engagements ambitieux. La pertinence et la spécificité, voire la mise en œuvre des engagements, semblent poser moins de problèmes.



Conditions d'admissibilité plus élevées

Actuellement, quatorze pays éligibles au PGO ne sont pas encore membres (Autriche, Belgique, Bhoutan, Guyana, Équateur, Islande, Japon, Mozambique, Népal, Pologne, Sénégal, Slovaquie, Suisse et Timor-Leste). Huit pays (Angola, Hongrie, Inde, Kazakhstan, Nicaragua, Russie, Thaïlande et Ouganda) qui satisfont normalement aux critères d'admissibilité ne sont plus éligibles au PGO car ils ne répondent pas à l'évaluation des valeurs introduite en 2017 visant à faire en sorte que les nouveaux membres détiennent suffisamment d'espace civique pour co-créer des réformes avec la société civile. À la mi-2018, six pays participants (Bosnie-Herzégovine, Cap Vert, Croatie, Papouasie-Nouvelle-Guinée et Trinité-et-Tobago) font l'objet d'un examen procédural, un pays (Monténégro) est déclaré inactif suite à un examen procédural et un pays (Azerbaïdjan) se trouve sous la politique d'intervention du PGO.



L'ESPACE CIVIQUE

L'espace civique et la capacité des gens à s'organiser et à participer aux décisions déclinent de manière générale. Une étude récente menée par le Secrétariat Permanent du PGO a montré que les pays du PGO ne sont pas non plus à l'abri de ce défi. Alors que de nombreux plans d'action visent à renforcer la capacité des peuples à former des associations, peu d'entre eux s'engagent à lutter contre le harcèlement des militants ou à protéger le rassemblement pacifique. À la mi-2017, seulement 100 engagements (sur 2733 à ce moment-là) concernaient l'amélioration des libertés fondamentales, les relations entre l'État et la société civile et la protection des droits de l'homme, signalant qu'il restait beaucoup à faire.



URUGUAY

Le gouvernement a créé des mécanismes de consultation pour faire participer la société civile dans le contrôle de la conformité du gouvernement aux conventions sur les droits de l'homme visant à protéger les groupes minoritaires.



LA PARTICIPATION DU PUBLIC

La participation du public et l'engagement des citoyens sont au cœur du PGO. Au total, 971 engagements (près d'un tiers du total) ont été pris à ce jour pour améliorer les possibilités de participation du public et améliorer les mesures de responsabilité sociale.



ITALIE

Le gouvernement de l'Italie a organisé une Semaine de l'administration ouverte en 2017 avec plus de 20 000 personnes participant à plus de 240 événements à travers le pays. En 2018, l'initiative a été étendue au niveau mondial et 56 pays ont organisé plus de 700 événements dans le monde entier.



MONGOLIE

L'initiative CheckMyServices de la Mongolie permet aux citoyens de surveiller et d'améliorer les services publics tels que l'eau, l'assainissement et la collecte des ordures.



PRESTATION DE SERVICES PUBLICS

Les engagements de prestation des services publics (PSP - principalement axés sur la santé, l'eau, l'assainissement, l'éducation et les infrastructures) sont l'une des catégories d'engagements les plus courantes (21% du total, en augmentation constante depuis la création du PGO). 90% des participants au PGO incluent la PSP dans leurs plans d'action. Cependant, en dépit de leur prévalence croissante, les engagements de PSP voient un taux de mise en œuvre plus faible, gagnent moins d'étoiles et incluent moins souvent des éléments de participation et de réactivité que d'autres types d'engagements.



KENYA

Le Kenya a introduit des obligations de divulgation pour les bénéficiaires effectifs de sociétés en 2017 afin de lutter contre le blanchiment d'argent, l'évasion fiscale et les flux financiers illicites.



ANTI-CORRUPTION

La corruption et l'accapement des ressources par les élites sont des objectifs que de nombreux gouvernements nationaux et locaux cherchent à aborder dans le cadre de leurs plans d'action. À ce jour, 68 pays et sections locales ont pris un total de 323 engagements contre la corruption, allant de l'amélioration de la transparence de la propriété bénéficiaire, au renforcement des institutions anti-corruption ou à la promotion des achats sans corruption. Jusqu'à présent, au moins 15 pays ont pris des engagements sur la propriété bénéficiaire visant à mettre fin aux abus commis par des entreprises anonymes.

PRENDRE LE VIRAGE DES AMBITIONS

Le PGO fait progresser son ambition sur un large éventail de questions qui définissent le programme de gouvernement ouvert. La lutte contre la corruption, la prestation de services publics, l'engagement des citoyens et l'espace civique sont des priorités essentielles.

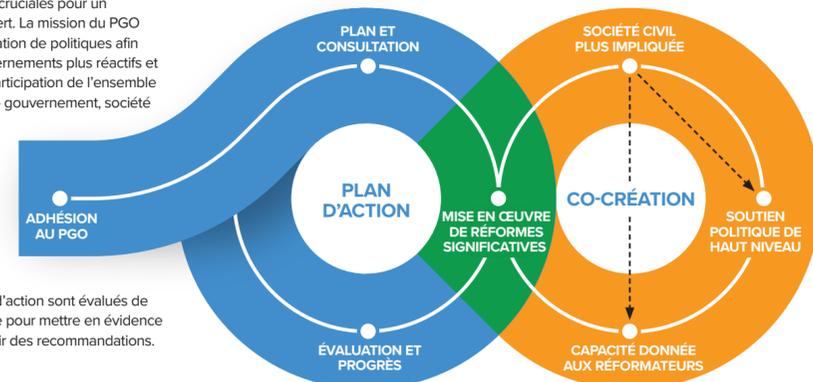
Le PGO aujourd'hui Comment le PGO agit-il pour la société civile?

ÉDITION 2018

Le modèle du PGO

Des gouvernements plus ouverts, inclusifs et réactifs

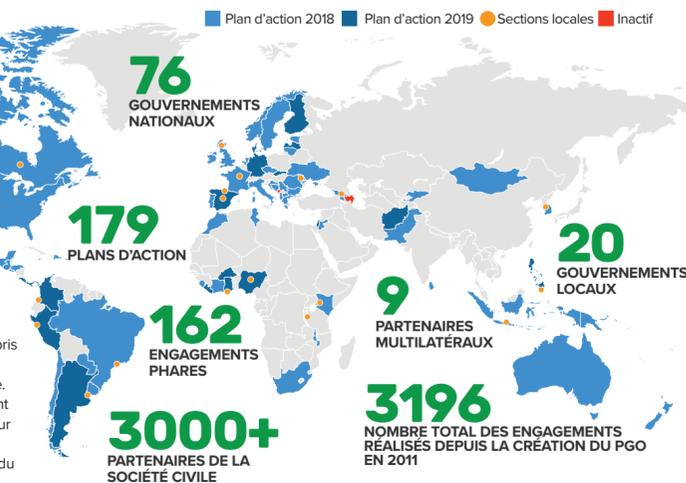
La transparence, la participation et la responsabilité sont cruciales pour un gouvernement ouvert. La mission du PGO est d'ouvrir l'élaboration de politiques afin de rendre les gouvernements plus réactifs et responsables. La participation de l'ensemble de la communauté - gouvernement, société civile, secteur privé et citoyens - est au cœur du processus, garantissant que les réformes sont significatives et mises en œuvre de manière efficace. Les plans d'action sont évalués de façon indépendante pour mettre en évidence les progrès et fournir des recommandations.



Le PGO en chiffres

Un partenariat grandissant

Dialogue, action, suivi : il s'agit d'un modèle qui fonctionne. Depuis 2011, le PGO s'est étendu à près de 100 gouvernements nationaux et locaux - accueillant l'Afghanistan, le Burkina Faso, l'Allemagne, la Jamaïque, le Kirghizistan, le Luxembourg, le Maroc, le Nigéria, le Pakistan, le Portugal et vingt pionniers locaux depuis 2016. En partenariat avec la société civile, ils ont co-créé plus de 175 plans d'action et plus de trois mille engagements couvrant le large éventail du programme gouvernemental ouvert, y compris la lutte contre la corruption, la prestation de services publics et la participation citoyenne. Six pour cent des engagements évalués sont considérés comme « phares », reconnus pour leur impact réformateur, leur achèvement et leur pertinence, en accord avec les valeurs du PGO.

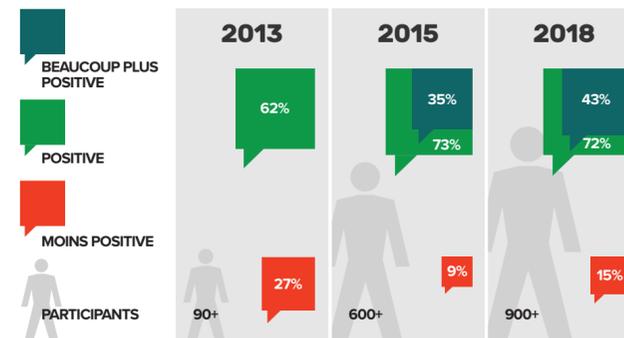


Résultats de l'enquête menée auprès de la société civile

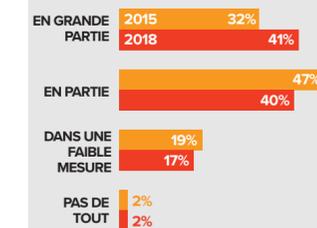
Une communauté plus forte

Une confiance se renforce quant au potentiel réformateur du PGO

Plus de 900 participants ont répondu à l'enquête menée auprès de la société civile 2017-2018, soit une augmentation de près de 50% depuis l'édition précédente en 2016. Les opinions sur le potentiel réformateur du PGO sont devenues plus polarisées au fil du temps. Près des trois quarts des répondants sont devenus plus positifs quant au potentiel de changement du PGO, le nombre de ceux étant très positifs passant de 35% dans l'enquête précédente (2016) à 43%. En parallèle, le nombre de ceux qui se disent moins optimistes quant au potentiel réformateur du PGO a également grimpé de 9% à 15%. Comme on pouvait s'y attendre, dans les pays où on lieu des forums multipartites, les perspectives positives sont encore plus prononcées : 78% avec des opinions améliorées contre 11% avec des perspectives moins positives.



La société civile est-elle bien équipée pour participer au PGO et en profiter ?



Les plans d'action nationaux s'accordent-ils avec les priorités de la société civile ?



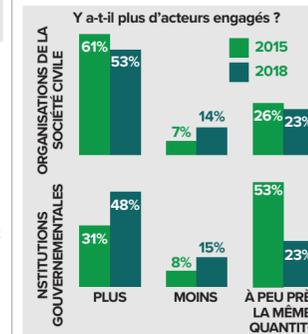
La société civile est bien équipée pour participer au PGO, avec des priorités bien respectées

81% des répondants (en hausse de 79%) ont déclaré être en mesure de participer activement au PGO - un développement considérable compte tenu de la croissance de la communauté. Le nombre de répondants qui déclarent des plans d'action intégrant la quasi-totalité de leurs priorités a plus que doublé, passant de 12 à 25% - ceux qui ont une participation plus importante signalent un taux encore plus élevé de 29%. Une proportion supplémentaire de 37% indique que le plan couvre la majorité de leurs priorités. Dans

les pays où existent des forums multipartites, les chiffres sont encore meilleurs : avec une bonne co-création, un total de 75% rapporte que la majorité ou la totalité de leurs demandes sont incorporées. En parallèle - conformément aux tendances de l'espace civique dans de nombreux coins du monde - le nombre de personnes n'ayant pas pris en compte les priorités de la société civile a presque doublé, passant de 5% à 9% (mais seulement 2% dans les pays tenant des forums entre les multiples parties prenantes).

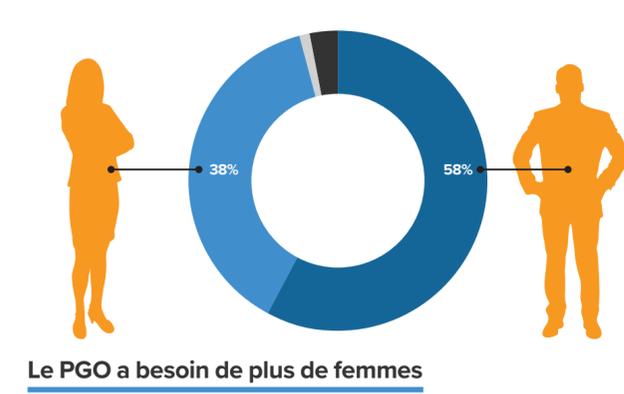
Un plus grand nombre d'acteurs impliqués provenant à la fois de la société civile et du gouvernement

S'appuyant sur une base solide, le PGO continue à faire participer davantage d'acteurs de la société civile et du gouvernement à la conversation. 53% des répondants voient une augmentation de la participation de la société civile et 48% de la participation du gouvernement (contre 31% deux ans auparavant). Moins de 15% ont déclaré que les acteurs se désengagent du processus du PGO.



Résultats de l'enquête menée auprès de la société civile

Une communauté diversifiée



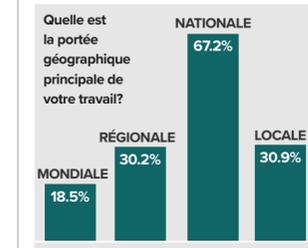
Le PGO a besoin de plus de femmes

Sur les plus de 900 répondants, 58% se sont identifiés comme étant des hommes, 38% comme des femmes, 1% comme des non binaires et 3% ont préféré ne pas identifier leur genre. La disparité souligne la nécessité pour la communauté d'impliquer plus de femmes et de

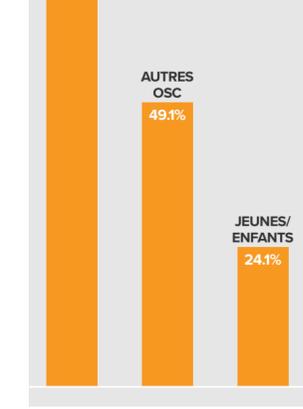
filles dans la co-création du PGO ainsi que des engagements. L'inclusion et la diversité sont une priorité pour le Partenariat et son leadership. La région se rapprochant le plus de la parité entre les sexes dans cette enquête était les Amériques (avec un ratio hommes / femmes de 51% - 48%)

Une véritable communauté mondiale, avec de fortes racines locales

Les participants à l'enquête ont indiqué qu'ils faisaient progresser leur programme dans un total de 119 pays, soulignant l'aspect international transfrontalier de cette communauté. En termes de portée, les deux tiers d'entre eux travaillent au niveau national, un tiers travaille au niveau régional et un tiers au niveau infranational (local), tandis que près d'un cinquième des répondants travaillent (également) à l'échelle mondiale.



Les partenaires de la société civile du PGO desservent divers bénéficiaires



Les bénéficiaires de la communauté travaillant sur le PGO couvrent toute la gamme de la société : près des trois quarts des répondants desservent le grand public, la moitié d'entre eux aident d'autres OSC/initiatives locales, un quart de l'aide est accordée aux jeunes et aux enfants

et un cinquième travaillent pour faire progresser la cause des femmes et des bénéficiaires ruraux respectivement (les répondants peuvent indiquer jusqu'à trois groupes de bénéficiaires principaux). Les personnes handicapées, les réfugiés et la communauté LGBT sont également desservis.

Les 43 membres du personnel du PGO couvrent douze endroits, comptent 19 nationalités, y ont une proportion de 63% de femmes et de 37% d'hommes.

Augmenter le niveau du processus

Meilleures co-création et plus de forums multipartites

Les pays améliorent leurs processus - le PGO établit des standards plus élevés

Sur soixante pays évalués selon les exigences du processus initial, douze (20%) ont suivi les six étapes recommandées tout en co-créant leur dernier plan d'action, 90% des pays ont tenu au moins des consultations en personne, 60% offrant également des possibilités de contributions en ligne - toutes des améliorations significatives au fil du temps. Il reste encore du travail à faire pour s'assurer que les pays se rendent au-delà du respect formel des exigences, d'autant plus que le PGO a placé la barre plus haut en matière de co-création. À titre d'exemple, les gouvernements sont désormais tenus de fournir un résumé et une réponse aux contributions reçues, une pratique actuellement observée par seulement la moitié des pays.

Pays qui ont effectué les 6 étapes du processus:

- ARMÉNIE, AUSTRALIE, BRÉSIL, CANADA, CROATIE, FINLANDE
- FRANCE, GRÈCE, HONDURAS, IRLANDE, ROUMANIE, SIERRA LEONE



Avancement des forums multipartites - une exigence de base à l'avenir

Un dialogue permanent et significatif entre les gouvernements et la société civile est essentiel pour renforcer la confiance dans les institutions publiques. Selon les informations recueillies par le Secrétariat Permanent du PGO, 47 pays (62%) et 11 sections locales (55%) tiennent un forum régulier pour les multiples parties prenantes du PGO. À partir de 2018, tenir un forum multipartite est une exigence fondamentale du processus de co-création. Si le MEI ne trouve aucune preuve de l'existence d'un forum multipartite, le gouvernement sera considéré comme agissant contrairement au processus du PGO.

